

L'histoire, les historiens et le pouvoir

Une table ronde « L'histoire, les historiens et le pouvoir » s'est déroulée le 2 février 2010 à Moscou, dans la salle du Présidium de l'Académie des sciences de Russie. Des historiens occidentaux (d'Allemagne, du Canada et de France) y ont débattu avec leurs collègues russes de leur rapport à l'histoire et de leur relation au pouvoir lors d'une rencontre organisée par le Centre d'études franco-russe de Moscou (MAEE / CNRS), le Centre d'études des mondes russes, caucasien et centre-européen (EHESS / CNRS, Paris), la section des sciences historiques et philologiques de l'Académie des sciences de Russie et l'Institut historique allemand (Moscou). L'histoire comme enjeu de savoir et de pouvoir était au cœur des débats qui se sont enchaînés au cours d'une longue journée entrecoupée par une conférence de presse et rythmée par des moments de controverses, des discussions soutenues avec la salle, des monologues critiques parfois acerbes à l'encontre des autorités, quelques envolées lyriques de haute tenue, et les inévitables discours officiels.

Le prétexte à la table ronde avait été la création par le Président russe Dimitri Medvedev d'une commission de lutte contre la falsification de l'histoire (*kommissia po bor'be s falsifikatsii istorii*). L'événement n'était pas passé inaperçu au printemps 2009. En Russie même où les débats sur le rapport du pays à son histoire n'ont jamais été aussi intenses dans ces années de commémoration de la fin de la seconde guerre mondiale, cette initiative fut parfois commentée avec scepticisme voire critique. D'aucuns s'inquiètent en effet que le nécessaire devoir de mémoire se transforme en l'imposition de versions officielles de l'histoire. Les débats sur les « trous de mémoire » et les représentations en Russie de Staline et du passé communiste ont ressurgi autour de la crainte d'un retour à la censure ou d'une occultation de tout un pan de la réalité. De leur côté, certains historiens étrangers ont estimé que les positions de la section des sciences historiques de l'Académie des sciences de Russie étaient ambiguës sur le sujet.

C'est précisément pour éclaircir ce débat à distance que la table ronde fut organisée en provoquant cette rencontre publique. Les historiens ainsi réunis abordèrent dès l'ouverture les questions cruciales. Vouloir contrôler l'écriture de l'histoire n'est-ce pas déjà s'immiscer dans le travail des historiens ? Les historiens peuvent-ils laisser les hommes politiques intervenir dans l'interprétation du passé ? La commission contre la falsification de l'histoire n'est-elle pas une tentative de politisation de l'histoire, une tentative de réguler politiquement les interprétations de l'histoire, comme ce fut le cas dans plusieurs pays de l'Europe post-communiste (Aleksei Miller).

Depuis l'effondrement de l'URSS, on a assisté en Russie à l'accélération d'un processus engagé dans les années 1960, de libéralisation du champ historiographique, avec la multiplication de versions concurrentes de l'histoire interprétée selon des cadres restrictifs (ethno-nationaux) ou élargies (eurasistes ou occidentalistes). Chaque groupe fait son histoire et chaque lieu a trouvé son historien, professionnel ou amateur (*kraevedy*). Que faire dans ce contexte d'éparpillement des discours sur l'histoire ? Personne ne nie la responsabilité des hommes politiques dans leur souci de consolider les opinions publiques, au moyen par exemple des grandes commémorations autour d'événements historiques consensuels. Mais cela ne devrait pas interférer dans le travail des historiens (Jean Radvanyi). Selon certains partisans du laisser-faire, la politique et le scientifique sont deux domaines distincts et les historiens doivent par dessus tout préserver leur indépendance (Alain Blum). Dans ce cas, le problème demeure entier des réponses que les historiens doivent apporter aux mensonges sur l'histoire et aux falsifications de l'histoire qu'ils ont à charge d'écrire (Valery Tichkov).

Au cours de la discussion, un consensus s'est établi sur le besoin de trouver un compromis entre la liberté d'expression dans le champ historique (défendue par ceux qui craignent que la commission anti-falsification n'exprime la volonté de parvenir à une version

unique de l'histoire, présupposant la possibilité à leurs yeux illusoire, de dire le vrai) et la nécessité de préserver un statut scientifique à l'histoire par le biais du respect de standards communs et reconnus du travail historique. On peut tout dire en tant qu'historien à partir du moment où l'on respecte les normes qui définissent le métier d'historien. L'histoire n'est pas du côté de la morale, elle est du côté de la vérité (Susanne Schattenberg). Pendant les années d'après guerre, les tentatives de certains historiens allemands de revenir sur les sources historiques du national-socialisme ont suscité une vive opposition au sein de la population. Il suffisait alors de respecter les règles de travail de l'historien professionnel pour pouvoir bénéficier de son droit à l'immunité.

Mais le problème se pose alors de savoir comment faire ? La question se pose des modalités concrètes d'application de ce principe de compromis. Comment maintenir l'équilibre entre liberté et conditions de la liberté ? Comment refuser le mensonge tout en préservant la liberté intellectuelle ? Qui doit vérifier que les historiens respectent leur cahier des charges ? La solution d'une intervention de l'Etat, par le biais de la censure ou de lois historiques, a été rejetée. En France, les lois définissant les interprétations légales de l'histoire - envisagées aujourd'hui au niveau européen - représentent une entorse directe à la liberté de travail des historiens (Pierre Nora). Les hommes politiques peuvent organiser des fêtes nationales, mais ils ne doivent en aucun cas définir les relations du peuple à l'histoire.

La solution d'instaurer des instances de « pilotage » des sciences historiques a été évoquée par certains intervenants. L'objectif de la commission de lutte contre la falsification de l'histoire était de protéger l'histoire des interprétations malveillantes ou fantaisistes des historiens amateurs (Tichkov). L'argumentaire est solide dans un espace public russe saturé par les discours pseudo-historiques en tout genre. Mais pour beaucoup d'intervenants la solution est risquée puisque le problème viendrait en Russie de l'instrumentalisation de l'histoire par les élites (Miller). Selon Dimitri Doubrovski, la liberté des historiens ne peut être garantie que par l'instauration de règles démocratiques, notamment à l'intérieur du monde universitaire. Les critiques à l'encontre des élites académiques, de leur situation de monopole sur les moyens de la recherche, de leur pouvoir de nuisance vis-à-vis des recherches alternatives ont été énoncées en même temps qu'étaient dénoncés le contrôle étatique sur les archives et le fait que des hommes politiques pouvaient impunément évoquer le génie de Staline (Andrei Poletaev).

La dernière solution serait alors que le respect des normes d'écriture de l'histoire soit fixé par les historiens eux-mêmes : soit par le biais d'associations professionnelles dont la création en Russie a été chaudement recommandé par Tichkov pour défendre les intérêts de la profession des historiens ; soit à titre d'engagement personnel. La question d'une écriture professionnelle de l'histoire se réduirait alors à celle du degré d'engagement civique de l'historien. Il suffirait de renforcer la place de l'historien dans la vie de la cité pour préserver l'histoire des charlatans sans laisser pour autant le pouvoir réguler l'écriture de l'histoire ?

C'est alors qu'un obstacle majeur a surgi dans la discussion, à savoir que même le plus professionnel des historiens est lui-même inscrit dans l'histoire. Il est un citoyen et il lui arrive d'entrer dans des jeux politiques, pensant ainsi défendre les intérêts de son pays. Il n'y aurait aucun souci si les manipulations de l'histoire ne quittaient pas les bureaux des historiens. Or ce n'est pas le cas et dans le domaine des histoires nationales, si important à l'heure où les nouveaux Etats indépendants tentent de forger chacun son propre récit historique, certaines falsifications provoquent de graves crises politiques. La qualification de génocide à propos de la famine de 1933 en Ukraine (Golodomor) est devenue un objet de controverses majeures entre la Russie et son ancien satellite. Le gouvernement ukrainien est certainement plus impliqué que son homologue russe sur le sujet mais l'affirmation selon laquelle la Russie ne mènerait aucune politique historique (Andrei Petrov) est pour le moins contestable. Le degré d'ouverture des archives dépend d'une décision politique. Or sur

certaines sujets sensibles les archives russes ne sont pas ouvertes ou sont réservées à certains privilégiés (Blum). Le déséquilibre des intérêts et des moyens mis en œuvre entre la Russie et l'Ukraine dans les recherches archivistiques sur la famine de 1933 fait qu'au contraire de l'Ukraine, rares sont les historiens russes à travailler sur le sujet (Arel). Le résultat est que pour l'instant la lecture ukrainienne des événements prévaut dans un contexte de globalisation qui accélère la portée des rivalités nationales autour de l'histoire (Aleksandr Tchoubarian).

Comme il est difficile de faire la part du soutien occidental dans la politisation de l'histoire ukrainienne, on comprend que ce soient souvent les plus occidentalistes des intellectuels russes, ceux qui se consacrent à la construction d'un Etat civique fondé sur le principe de vérité et non plus sur le mensonge, qui réagissent le plus mal à certaines manipulations historiques « anti-russes ». L'absence de condamnation de certains excès de l'historiographie ukrainienne est ressentie comme une trahison. Une telle situation triangulaire se retrouve d'ailleurs en France où les conflits autour de la mémoire de la guerre d'Algérie se décomposent en une rivalité entre les gouvernements français et algérien et une question intérieure portée par les populations immigrées (Benjamin Stora).

La place de l'historien et ses choix éthiques renvoie aux différents contextes historiques. Dans un ancien Etat démocratique comme la France, le pouvoir ne doit en aucun cas définir ce qu'est la vérité historique (Nora). Les hommes politiques doivent être concernés par la mémoire collective sans chercher à l'institutionnaliser. Dans un contexte de présentisme (Charles Urjewicz), la logique de la commémoration l'emporte qui nie le passé en le soumettant à la loi du présent. L'histoire nationale, socle commun depuis le XIX^e siècle, se défait par privatisation et la crise de la démocratie s'approfondit. L'ère du témoin, c'est l'oubli du travail de citoyenneté, c'est l'époque de la lutte entre des mémoires privées concurrentes (Nora). En France, les questions d'actualité sont celles des droits, des réparations, de la reconnaissance mémorielles et du rôle de l'historien face à ces revendications. L'historien doit-il intervenir lors d'un procès lorsqu'il sait que son témoignage favorisera le « bourreau » en relativisant le témoignage de la victime (Raphaëlle Branche) ? Ou l'historien doit-il rester cloîtré dans la tour d'ivoire de son savoir ?

A la différence des vieux Etats nations confrontés à la privatisation de leur histoire nationale, le contexte historique russe est différent où la construction d'un Etat nation est plus que jamais à l'ordre du jour. Les historiens n'y sont pas confrontés à l'appropriation privée d'une histoire ancienne, ils sont pour la plupart à la recherche d'une histoire commune, d'une histoire partagée qui puisse fonder un vivre ensemble des citoyens de Russie (Xavier Le Torrivellec). L'ouvrage de Tichkov sur la Russie comme nation civique et multiethnique fut distribué aux participants dès le début de la table ronde.

Les questions éthiques que se posent les historiens se rapportent à travers les régimes d'historicité, aux rapports différents à la temporalité. L'intérêt majeur de la table ronde fut de dévoiler ce fait d'évidence que les problèmes du rapport au passé ne sont pas limités à la Russie. Comme l'objectif en avait été fixé dès le départ, les collègues occidentaux ne se sont pas posés en donneurs de leçon (Radvanyi). Entre la législation française visant à criminaliser le passé et les dénis de mémoire en Allemagne (Isabelle de Keghel), le cas russe est apparu bien relatif. C'est le besoin de débats qui est ressorti de la table ronde. En devenant le lieu d'expression de positions critiques, elle aura permis une libre discussion autour de ces questions du pouvoir et de l'histoire. Elle a fait la démonstration qu'un tel débat est possible en Russie. Le pluralisme des milieux intellectuels russe est particulièrement bien ressorti. Plus de la moitié des interventions venues de la salle remplie d'un public très nombreux, étaient critiques et beaucoup des participants se sont réjouis d'apprendre au cours de la table ronde que les manuels d'histoire de Danilov – contestés de toute part – ne seront plus édités. Malgré certains regrets - l'absence des correspondants de presse français - le bilan de cette expérience inédite est donc très positif.

Les historiens sont pris entre deux feux, l'histoire et le pouvoir (Youri Pivovarov). Pris entre les impératifs de véracité et de réalité, l'historien compose en fonction du contexte dans lequel il écrit, l'histoire qu'il veut écrire. Dans ce cadre, les postures hypercritiques et les demandes de liberté absolue sont représentatives d'une certaine tradition française. Lors du discours de clôture, Pierre Nora a fait la démonstration que cette tradition critique serait d'autant plus universelle qu'elle saurait se remettre en cause et s'ouvrir à une écoute empathique de la parole de l'autre. Ce discours a agréablement surpris les collègues russes habitués aux critiques et plutôt enclins à l'auto flagellation. Tous ont appelé à renouveler l'expérience - peut-être sous la forme d'un rendez vous annuel - et Pierre Nora a encore surpris en proposant d'inviter des hommes politiques, ces acteurs publics qui ont souvent plus besoin que les autres qu'on leur explique la portée de leurs actes.

Xavier Le Torrivellec,
Centre d'études franco-russe de Moscou

le 20 mars 2010